

NOT FOR RELEASE, PUBLICATION OR DISTRIBUTION IN WHOLE OR IN PART IN OR INTO THE UNITED STATES OF AMERICA AND CANADA OR ANY OTHER JURISDICTION WHERE TO DO SO WOULD CONSTITUTE A VIOLATION OF THE RELEVANT LAWS OF SUCH JURISDICTION

## Offre publique d'acquisition

de

### Schweizer Kraftwerksbeteiligungs-AG, Zoug

portant sur toutes les actions nominatives en mains du public d'une valeur nominale de CHF 10 chacune

de

### Alpiq Holding SA, Lausanne

---

<b>Prix de l'Offre:</b>	Schweizer Kraftwerksbeteiligungs-AG, Zoug (" <b>SKBAG</b> " ou " <b>Offrante</b> ") offre <b>CHF 70</b> nets en espèces pour chaque action nominative d'Alpiq Holding SA, Lausanne (" <b>Alpiq</b> " ou " <b>Société</b> ") d'une valeur nominale de CHF 10.00 chacune (" <b>Actions Alpiq</b> ", individuellement une " <b>Action Alpiq</b> "), déduction faite du montant brut de tout effet dilutif survenant jusqu'à l'exécution de l'offre (" <b>Exécution</b> "), incluant des distributions de dividendes, des remboursements de capital, des augmentations de capital à un prix d'émission inférieur au prix de l'offre, des ventes d'actions propres à un prix inférieur au prix de l'offre, l'émission de droits d'option, de droits de conversion ou d'autres droits de toute nature permettant d'acquérir des Actions Alpiq ou d'autres titres de participation d'Alpiq.
<b>Durée de l'Offre:</b>	Du 25 juillet 2019 au 9 septembre 2019, 16h00, heure d'été d'Europe centrale (HEEC) (sous réserve de prolongations de la Durée de l'Offre).
<b>Conseiller financier et Banque mandatée:</b>	Crédit Suisse SA

---

Actions nominatives d'Alpiq <b>non présentées à l'acceptation</b> (première ligne de négoce)	Numéro de valeur: 3 438 970	ISIN: CH0034389707	Symbole de valeur: ALPH
Actions nominatives d'Alpiq <b>présentées à l'acceptation</b> (seconde ligne de négoce)	Numéro de valeur: 48 232 049	ISIN: CH0482320493	Symbole de valeur: ALPHE

Prospectus d'offre du 10 juillet 2019 ("**Prospectus d'Offre**")

## Restrictions de l'Offre

### En général

L'offre publique d'acquisition décrite dans le présent Prospectus d'Offre ("**Offre**") n'est pas et ne sera pas faite, directement ou indirectement, dans un Etat ou dans un ordre juridique où une telle offre serait illicite ou enfreindrait de toute autre manière les lois ou réglementations en vigueur, ou qui exigerait de la part de Schweizer Kraftwerksbeteiligungs-AG, de son actionnaire ou d'une autre personne une quelconque modification ou adaptation des termes ou des conditions de l'Offre, la formulation d'une requête supplémentaire auprès d'autorités gouvernementales, régulatrices ou autres ou des démarches supplémentaires en lien avec l'Offre. Il n'est pas prévu d'étendre l'Offre à un tel Etat ou ordre juridique. La documentation relative à l'Offre ne doit être ni distribuée dans de tels Etats ou ordres juridiques ni envoyée dans de tels Etats ou ordres juridiques et ne doit pas non plus être utilisée dans de tels Etats ou ordres juridiques par des personnes morales ou des personnes physiques ayant leur siège ou leur domicile dans un tel Etat ou ordre juridique à des fins publicitaires pour l'achat de titres de participation de la Société.

Toute acceptation de l'Offre, par suite de publicité active qui violerait les restrictions susmentionnées ou par suite de toute autre violation de ces dernières, ne sera pas acceptée.

L'acceptation de l'Offre par des personnes qui sont domiciliées dans un pays autre que la Suisse peut être soumise à des obligations ou restrictions spécifiques. Il est de la responsabilité exclusive des destinataires de l'Offre de respecter ces règles et de vérifier, avant l'acceptation de l'Offre, leur existence et leur applicabilité selon la recommandation de leurs propres conseils.

### In General

The public tender offer described in this offer prospectus ("**Offer**") is not being and will not be made, directly or indirectly, in any country or jurisdiction in which such Offer would be considered unlawful or otherwise violate any applicable laws or regulations, or which would require Schweizer Kraftwerksbeteiligungs-AG (the "**Offeror**"), its shareholder or any other person to change or amend the terms or conditions of the Offer in any way, to make an additional filing with any governmental, regulatory or other authority or take additional action in relation to the Offer. It is not intended to extend the Offer to any such country or jurisdiction. Documents relating to the Offer must neither be distributed in any such countries or jurisdictions nor be sent to such countries or jurisdictions and such documents must not be used by any natural or legal person resident or incorporated in any such country or jurisdiction for the purpose of soliciting the purchase of any securities of the Company in such countries or jurisdictions.

Each acceptance of the Offer based on active promotion in, or based on another, violation of the above restrictions will not be accepted.

The acceptance of the Offer by persons who are resident in a country other than Switzerland may be subject to specific obligations and restrictions. It is the sole responsibility of the addressees of the Offer to comply with these rules and to verify

such rules and their application before accepting the Offer according to the recommendation of their own advisors.

**United States of America, Australia, Canada and Japan**

The Offer described in this offer prospectus is not addressed to shareholders of Alpiq whose place of residence, seat or habitual abode is in the United States of America, Australia, Canada or Japan, and such shareholders may not accept the Offer.

## Offre publique d'acquisition de SKBAG concernant Alpiq ("Offre d'Achat" ou "Offre")

### A Contexte et but de l'Offre d'Achat

Depuis le 29 septembre 2005, il existe une convention de consortium, complétée par plusieurs avenants, entre les personnes énumérées ci-dessous ainsi qu'Alpiq et Alpiq SA, Olten:

- EOS Holding SA, Lausanne ("**EOS**");
- EDF Alpes Investissements Sàrl, Martigny ("**EDFAI**");
- Aziende Industriali di Lugano (AIL) SA, Lugano ("**AIL**");
- EBL (Genossenschaft Elektra Baseland), Liestal ("**EBL**");
- EBM (Genossenschaft Elektra Birseck), Münchenstein ("**EBM**");
- Eniwa Holding AG, Buchs ("**ENIWA**");
- Canton de Soleure, Soleure ("**KTSO**");
- WWZ AG, Zoug ("**WWZ**");

(AIL, EBL, EBM, ENIWA, KTSO et WWZ ci-après ensemble le Consortium des Minoritaires Suisses ("**CMS**") ou les "**Membres CMS**" et chacun individuellement un "**Membre CMS**").

EDFAI a résilié la convention de consortium par écrit le 23 août 2018 et le 4 avril 2019, EBM, EOS, EDFAI ainsi qu'EDF International SAS, Paris la Défense, France ("**EDFI**") ont conclu deux contrats de vente d'actions portant sur un total de 6'981'184 Actions Alpiq ("**Contrat de Vente d'Actions**" et "**Contrat de Vente d'Actions Supplémentaire**") en vertu desquels EDFAI cède sa participation de 25.04% du capital-actions et des droits de vote dans Alpiq à EBM (3'491'278 Actions Alpiq) et à EOS (3'489'906 Actions Alpiq) au prix de CHF 70 par Action Alpiq (la vente dans le cadre du Contrat de Vente d'Actions, l'"**Acquisition**"). Le Contrat de Vente d'Actions et le Contrat de Vente d'Actions Supplémentaire ont été exécutés le 28 mai 2019. Le financement de l'Acquisition a été réalisé moyennant des prêts convertibles obligatoires octroyés par l'Offrante, qui, à l'échéance, doivent être remboursés à l'Offrante par le transfert des Actions Alpiq acquises par EBM et EOS dans le cadre du Contrat de Vente d'Actions sous la forme d'une conversion. Sur la base de ces accords, EBM et EOS agissent en conséquence en qualité d'*agents* dans la mesure où les Actions Alpiq acquises dans le cadre du Contrat de Vente d'Actions sont finalement transférées à SKBAG en raison de l'obligation découlant des prêts convertibles obligatoires. Afin de garantir les obligations d'EBM et EOS découlant des prêts convertibles obligatoires, les Actions Alpiq, faisant l'objet de l'Acquisition, ont été mises en gage en faveur de l'Offrante.

Au moment de la publication du présent Prospectus d'Offre, l'actionnariat d'Alpiq se compose comme suit:

Actionnaire	Part d'actions (en pourcent)
SKBAG	0.50
EOS	43.96 *
Consortium des Minoritaires Suisses ("CMS") se composant de:	43.96
- EBM	26.18*
- EBL	7.13
- KTSO	5.61
- AIL	2.13
- ENIWA	2.00
- WWZ	0.91
<b>Actionnariat dispersé</b>	<b>11.58</b>

\*Une part d'actions de 12.52% est mise en gage en faveur de l'Offrante, qui deviendra propriétaire de ces actions à l'échéance des prêts convertibles obligatoires correspondants.

EOS, SKBAG et le CMS envisagent de se réorganiser en trois groupes d'actionnaires (EOS, SKBAG et le CMS avec leurs sociétés de groupe respectives chacun individuellement un "**Groupe d'Actionnaires**" et ensemble les "**Groupes d'Actionnaires**"), détenant chacun un tiers du capital-actions d'Alpiq respectivement de la société qui aura succédé à Alpiq suite à une éventuelle fusion squeeze-out (voir Section E2 (*Intentions de l'Offrante concernant Alpiq, son conseil d'administration et sa direction*) ci-dessous) ("**Alpiq NewCo**") ("**Réorganisation**").

Outre l'exécution du Contrat de Vente d'Actions et du Contrat de Vente d'Actions Supplémentaire ainsi que la conversion des prêts convertibles obligatoires par le transfert à l'Offrante des Actions Alpiq acquises dans le cadre du Contrat de Vente d'Actions, la soumission de l'Offre d'Achat décrite dans le présent Prospectus d'Offre est nécessaire afin de parvenir à la Réorganisation prévue. Par la suite, les actionnaires publics restants d'Alpiq seront déchus de leurs droits dans le cadre d'une procédure d'annulation des titres ou d'une fusion squeeze-out et les actions Alpiq seront décotées (voir Section E2 (*Intentions de l'Offrante concernant Alpiq, son conseil d'administration et sa direction*) ci-dessous). Finalement, les actuels prêts hybrides octroyés à Alpiq par EOS et les Membres CMS (sauf AIL) seront convertis en Actions Alpiq et certaines transactions de compensation seront entreprises entre EOS, SKBAG et les Membres CMS.

Afin de mettre en œuvre toutes les étapes nécessaires à la Réorganisation, différents accords, qui sont décrits plus en détail à la Section E3 (*Accords entre SKBAG et Alpiq, leurs organes et leurs actionnaires*) ci-dessous, ont été conclus.

Sur demande de SKBAG, la Commission des OPA ("**COPA**") a rendu le 28 mai 2019 une première décision (décision 730/01) au sujet de l'Offre ("**Décision-COPA 1**") et a constaté, entre autres, que la Best Price Rule n'a pas été violée, compte tenu des accords conclus par les Groupes d'Actionnaires, EDFI et EDFAI le 4 avril 2019.

## B L'Offre d'Achat

### 1 Annonce Préalable

L'Offre d'Achat faite par SKBAG en vertu du présent Prospectus d'Offre a fait l'objet d'une Annonce Préalable ("**Annonce Préalable**") conformément aux art. 5 et suivants de l'Ordonnance de la Commission des OPA sur les offres publiques d'acquisition ("**OOPA**"). L'Annonce Préalable a été publiée le 29 mai 2019 avant l'ouverture du négoce à la SIX Swiss Exchange ("**SIX**") en allemand et en français sur les sites internet de l'Offrante et de la COPA et a également été diffusée conformément à l'Ordonnance sur les OPA.

Le dispositif de la Décision-COPA 1 a été reflété dans l'Annonce Préalable et la Décision-COPA 1 a été publiée le même jour que l'Annonce Préalable. La Décision-COPA 1 n'a fait l'objet d'aucune opposition ou recours, si bien qu'elle est dans l'intervalle entrée en force. En outre, aucun actionnaire n'a requis l'obtention de la qualité de partie.

### 2 Objet de l'Offre

Sauf dans les cas indiqués ci-dessous et sous réserve des restrictions à l'Offre, celle-ci porte sur toutes les Actions Alpiq en mains du public.

L'Offre ne porte pas sur les Actions Alpiq détenues par SKBAG respectivement par le groupe de placement CSA Energie-Infrastruktur Schweiz ou par des personnes agissant de concert avec SKBAG par rapport à cette Offre (y compris Alpiq et ses filiales). Toutefois, l'Offre porte sur les Actions Alpiq qui peuvent être détenues par des groupes de placement de Credit Suisse Fondation de placement ("**CSFp**") autres que le groupe de placement CSA Energie-Infrastruktur Schweiz.

En conséquence, l'Offre porte sur un nombre maximal de 3'227'872 Actions Alpiq, calculé au 5 juillet 2019 comme suit:

	Actions Alpiq
Nombre d'Actions Alpiq émises (nombre d'Actions Alpiq inscrites au registre du commerce au 5 juillet 2019)	27'874'649
- déduction faite des Actions Alpiq détenues par SKBAG respectivement du groupe de placement CSA Energie-Infrastruktur Schweiz et les personnes agissant de concert avec SKBAG (exception faite d'Alpiq et de ses filiales)	24'646'777
- déduction faite des actions propres d'Alpiq et de ses filiales	0
<b>Actions Alpiq visées par l'Offre</b>	<b>3'227'872</b>

### 3 Prix de l'Offre

Le prix de l'Offre pour chaque Action Alpiq visée par l'Offre s'élève à CHF 70 nets en espèces ("**Prix de l'Offre**"), déduction faite du montant brut de tout effet dilutif survenant jusqu'à l'Exécution, incluant des distributions de dividendes, des remboursements de capital, des augmentations de capital à un prix d'émission inférieur au Prix de l'Offre, des ventes d'actions propres à un prix inférieur au Prix de l'Offre, l'émission de droits d'option, de droits de conversion ou d'autres droits de toute nature permettant d'acquérir des Actions Alpiq ou d'autres titres de participation d'Alpiq.

Les statuts d'Alpiq contiennent une clause d'opting-out au sens de l'art. 125 al. 3 resp. 4 de la loi sur l'infrastructure des marchés financiers ("**LIMF**"). Par conséquent, les dispositions relatives au prix minimum prévues par le droit sur les offres publiques d'acquisition en vertu de l'art. 135 al. 2 LIMF ne sont pas applicables.

Le Prix de l'Offre correspond au prix payé par EBM et EOS par Action Alpiq dans le cadre du Contrat de Vente d'Actions et du Contrat de Vente d'Actions Supplémentaire lors de l'acquisition de la participation de 25.04% d'EDFAI.

L'évolution du cours de l'Action Alpiq à la SIX depuis 2015 se présente comme suit (les cours indiqués en CHF se réfèrent aux cours de clôture les plus bas, respectivement les plus élevés payés en CHF):

<b>Action Alpiq</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>2019**</b>
Cours le plus bas*	59.65	62.20	62.90	63.30	63.20
Cours le plus élevé*	108.60	107.00	89.25	88.80	81.80

\* Cours de clôture journalier en CHF

\*\* 1<sup>er</sup> janvier 2019 au 28 mai 2019 (dernier jour de bourse précédant la publication de l'Annonce Préalable)

Cours moyen pondéré en fonction du volume durant une période de 60 jours de bourse avant le 29 mai 2019 (jour de la publication de l'Annonce Préalable): CHF 70.02

Cours de clôture du 28 mai 2019 (dernier jour de bourse précédant la publication de l'Annonce Préalable): CHF 71.50

Source: Bloomberg, SIX

### 4 Délai de Carence

Sous réserve d'une prolongation par la COPA, le délai de carence dure dix (10) jours de bourse ("**Délai de Carence**") à partir de la publication du Prospectus

d'Offre, donc vraisemblablement du 11 juillet 2019 au 24 juillet 2019. L'Offre ne peut être acceptée qu'après l'échéance du Délai de Carence.

## **5 Durée de l'Offre**

Avec la publication de ce Prospectus d'Offre le 10 juillet 2019, l'Offre d'Achat restera ouverte à l'acceptation pendant trente-deux (32) jours de bourse après l'échéance du Délai de Carence. L'Offre d'Achat sera ainsi vraisemblablement ouverte à l'acceptation du 25 juillet 2019 jusqu'au 9 septembre 2019, à 16h00 HEEC ("**Durée de l'Offre**").

SKBAG se réserve le droit de prolonger la Durée de l'Offre à une ou plusieurs reprise(s). Une prolongation de plus de quarante (40) jours de bourse requiert l'accord préalable de la COPA.

## **6 Délai Supplémentaire d'Acceptation**

A l'échéance de la Durée de l'Offre (le cas échéant prolongée) et si l'Offre aboutit, un délai supplémentaire d'acceptation de dix (10) jours de bourse commencera à courir pour l'acceptation ultérieure de l'Offre. Si le Délai de Carence et/ou la Durée de l'Offre ne sont pas prolongés, le délai supplémentaire d'acceptation commencera vraisemblablement le 16 septembre 2019 et se terminera le 27 septembre 2019 à 16h00 HEEC ("**Délai Supplémentaire d'Acceptation**").

## **7 Condition de l'Offre**

L'Offre d'Achat est soumise à la condition suivante ("**Condition de l'Offre**"):

Aucun(e) jugement, décision ou autre mesure d'une autorité, ayant pour effet d'interdire ou de déclarer illicite la présente Offre ou son exécution, ne doit avoir été prononcé(e).

SKBAG se réserve le droit de renoncer, en tout ou en partie, à cette condition.

La Condition de l'Offre déploie son effet jusqu'à l'Exécution.

# **C Informations concernant SKBAG (Offrante)**

## **1 Raison sociale, siège, capital-actions, actionnaires et activité**

SKBAG est une société anonyme de droit suisse fondée le 2 avril 2019 et dont le siège se situe à Zoug, Suisse. Le capital-actions s'élève à CHF 100'000, divisé en 100'000 actions nominatives d'une valeur nominale de CHF 1 chacune. La durée de SKBAG est indéterminée.



SKBAG est une filiale détenue à 100% par CSA Energie-Infrastruktur Schweiz, un groupe de placement de CSFp.

L'activité commerciale de SKBAG comprend l'acquisition, la détention, le financement et la vente de participations dans des centrales électriques suisses et des sociétés suisses dans le secteur de l'énergie. La société peut entreprendre toute activité qui est en relation direct ou indirect avec son but, à l'exception des activités prohibées par la loi fédérale sur l'acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger. En particulier, la société peut octroyer des prêts et autres financements à des tiers, y compris sous la forme d'instruments de conversion ou de change.

## **2 Personnes agissant de concert avec SKBAG**

Pour les besoins de l'Offre, EOS et les Membres CMS ainsi que les sociétés et les personnes contrôlées (directement ou indirectement) par ces derniers sont considérés comme des personnes agissant de concert avec SKBAG au sens de l'art. 33 de l'Ordonnance de la FINMA sur l'infrastructure des marchés financiers ("**OIMF-FINMA**"). Comme EOS et les Membres CMS visent, ensemble avec SKBAG, à contrôler la société cible, ils ont aussi la qualité d'offrant.

CSFp ainsi que toutes les sociétés et les personnes qu'il contrôle (directement ou indirectement) sont également considérés comme des personnes agissant de concert avec SKBAG au sens de l'art. 33 OIMF-FINMA dans la mesure où CSFp détient, au nom et pour le compte du groupe de placement CSA Energie-Infrastruktur Schweiz, indirectement toutes les actions de SKBAG.

Par ailleurs, Alpiq et toutes les sociétés et les personnes qu'elle contrôle (directement ou indirectement) sont considérées comme des personnes agissant de concert avec SKBAG au sens de l'art. 11 al. 1 OOPA.

## **3 Rapports de gestion**

SKBAG est une société anonyme en mains privées et ne publie pas de rapports de gestion. Au 30 avril 2019, le total du bilan de SKBAG s'élève à CHF 735'201.10. Au 30 avril 2019, SKBAG dispose de fonds propres à hauteur de CHF 88'414.35.

## **4 Achats et ventes d'Actions Alpiq et des dérivés de participation liés aux Actions Alpiq**

Au cours des douze (12) derniers mois qui ont précédé la date de l'Annonce Préable, SKBAG respectivement le groupe de placement CSA Energie-Infrastruktur Schweiz et les personnes agissant de concert avec elle (à l'exception d'Alpiq et de ses filiales directes et indirectes et les autres groupes de placement de CSFp) n'ont pas acquis d'Actions Alpiq à l'exception des 6'981'184 Actions Alpiq (correspondant à 25.04% du capital-actions et droits de vote dans Alpiq) acquises par EOS et EBM en vertu du Contrat de Vente d'Actions respectivement du Contrat de Vente d'Actions Supplémentaire. Au cours de cette même période, ces personnes n'ont pas

vendu d'Actions Alpiq. Le prix payé dans le cadre du Contrat de Vente d'Actions et du Contrat de Vente d'Actions Supplémentaire était de CHF 70 par Action Alpiq.

Toutefois, aux fins du financement de l'Acquisition, EBM et EOS ont conclu chacune individuellement le 4 avril 2019 un contrat de prêt convertible obligatoire avec l'Offrante en tant que créancière et CSFp en tant que codébiteur. Conformément aux conditions de conversion, les prêts convertibles doivent obligatoirement être remboursés à l'Offrante à l'échéance - c'est-à-dire le premier jour ouvrable suivant la décotation des Actions Alpiq ou, si cette date est antérieure, à la date de l'exécution du Contrat de Vente d'Actions - par la remise, dans le sens d'une conversion, des Actions Alpiq acquises par EBM et EOS dans le cadre du Contrat de Vente d'Actions, le prix de conversion étant de CHF 70 par Action Alpiq.

Au cours de la période susmentionnée, SKBAG respectivement le groupe de placement CSA Energie-Infrastruktur Schweiz et les personnes agissant de concert avec elle (à l'exception d'Alpiq et de ses filiales directes et indirectes et les autres groupes de placement de CSFp) n'ont pas acquis ou vendu de dérivés de participation liés aux Actions Alpiq.

Depuis la date de l'Annonce Préalable et jusqu'au 5 juillet 2019 compris, SKBAG respectivement le groupe de placement CSA Energie-Infrastruktur Schweiz et les personnes agissant de concert avec elle (à l'exception d'Alpiq et de ses filiales directes et indirectes et les autres groupes de placement de CSFp) ont acquis 139'373 Actions Alpiq (correspondant à 0.50% du capital-actions et des droits de vote), n'ont pas vendu d'Actions Alpiq et n'ont ni acheté ni vendu de dérivés de participation liés aux Actions Alpiq.

Depuis la date de l'Annonce Préalable jusqu'au 5 juillet 2019, Alpiq et ses filiales directes et indirectes n'ont ni acheté ni vendu d'Actions Alpiq et n'ont ni acheté ni vendu de dérivés de participation liés aux Actions Alpiq.

## **5 Participation dans Alpiq**

Au 5 juillet 2019, un total de 27'874'649 Actions Alpiq ont été émises. Le capital-actions d'Alpiq (tel qu'inscrit au registre du commerce au 5 juillet 2019) s'élève à CHF 278'746'490.

SKBAG respectivement le groupe de placement CSA Energie-Infrastruktur Schweiz et les personnes agissant de concert avec SKBAG détiennent au 5 juillet 2019 un total de 24'646'777 Actions Alpiq, correspondant à 88.42% du capital-actions et des droits de vote dans Alpiq (calculé sur la base du capital-actions inscrit au registre du commerce au 5 juillet 2019).

SKBAG a accordé deux prêts convertibles obligatoires de CHF 244'293'420 chacun (montant total des deux prêts convertibles obligatoires: CHF 488'586'840) à EOS et à EBM. Conformément aux conditions de conversion, ces prêts seront convertis

en un total de 6'979'812 Actions Alpiq le premier jour ouvrable suivant la décotation des Actions Alpiq ou, si cette date est antérieure, à la date de l'exécution du Contrat de Vente d'Actions. Le prix de conversion est de CHF 70 par Action Alpiq. Dans la mesure où les actions destinées au remboursement des prêts convertibles obligatoires seront livrées par des personnes agissant de concert avec SKBAG, les prêts convertibles obligatoires ainsi que leur remboursement ne provoquent pas de changement au niveau de la participation dans Alpiq.

## **D Financement**

Le financement de l'Offre sera effectué au moyen d'actifs immobilisés de CSFp.

## **E Informations concernant Alpiq (société cible)**

### **1 Raison sociale, siège, capital-actions, activité commerciale et rapport annuel**

Alpiq est une société anonyme de droit suisse de durée indéterminée et dont le siège se situe à Lausanne, Suisse. Au 5 juillet 2019, son capital-actions s'élève à CHF 278'746'490, divisé en 27'874'649 actions nominatives d'une valeur nominale de CHF 10 chacune. Le but d'Alpiq est l'acquisition, la détention, la gestion et la valorisation de participations dans des entreprises, en particulier dans les domaines de l'énergie, de l'électricité, du gaz et de la chaleur.

Les Actions Alpiq sont cotées à la SIX conformément à l'International Reporting Standard (Numéro de valeur: 3 438 970; ISIN: CH0034389707; Symbole de valeur: ALPH).

Le rapport annuel d'Alpiq (comprenant le rapport de Corporate Governance, le rapport de rémunération et le rapport financier) pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2018 est disponible sur le site internet <https://www.alpiq.com/alpiq-group/about-alpiq/publications/>. Le rapport semestriel pour le premier semestre 2019 sera publié le 26 août 2019 et sera également disponible sur le site internet <https://www.alpiq.com/alpiq-group/about-alpiq/publications/>.

### **2 Intentions de l'Offrante concernant Alpiq, son conseil d'administration et sa direction**

Avec la présente Offre d'Achat, SKBAG a l'intention, en collaboration avec les personnes agissant de concert avec elle au sens de l'art. 33 OIMF-FINMA, d'obtenir le contrôle complet (100%) d'Alpiq.

L'Offre d'Achat est lancée par SKBAG seule.

Lors de l'assemblée générale extraordinaire d'Alpiq, qui se tiendra le 21 août 2019, quatre (4) membres nommés par SKBAG seront élus au conseil d'administration

d'Alpiq. Après l'exécution de la Réorganisation, l'Offrante et les personnes agissant de concert avec elle au sens de l'art. 33 OIMF-FINMA ont l'intention de gérer Alpiq conformément à la convention d'actionnaires (telle que définie à la Section 3.1 (*Accords entre SKBAG et les personnes agissant de concert avec SKBAG en vue de la présente Offre*)).

Pour le cas où l'Offrante et les personnes agissant de concert avec elle détendraient, après l'Exécution, plus de 98% des droits de vote dans Alpiq, l'Offrante a l'intention de requérir auprès du tribunal compétent l'annulation des titres de participation restants en vertu de l'art. 137 LIMF.

Si l'Offrante et les personnes agissant de concert avec elle venaient à détenir entre 90% et 98% des droits de vote dans Alpiq, il est prévu de fusionner Alpiq avec l'Offrante ou une société suisse que l'Offrante contrôle directement ou indirectement, étant entendu que les actionnaires publics restants d'Alpiq n'obtiendraient pas des parts de la société reprenante, mais un dédommagement (en espèces) (dite fusion-exclusion).

L'Offrante entend par ailleurs demander à Alpiq, après l'Exécution, de requérir la décotation des Actions Alpiq auprès de la SIX Exchange Regulation, conformément aux dispositions du règlement de cotation de la SIX Exchange Regulation.

Après la décotation, une assemblée générale extraordinaire d'Alpiq devra être convoquée, au cours de laquelle le conseil d'administration sera nouvellement élu en nombre réduit, conformément aux dispositions de la convention d'actionnaires (telle que définie ci-dessous) (voir Section 3.1 (*Accords entre SKBAG et les personnes agissant de concert avec SKBAG en vue de la présente Offre*)).

### **3 Accords entre SKBAG et Alpiq, leurs organes et leurs actionnaires**

#### **3.1 Accords entre SKBAG et les personnes agissant de concert avec SKBAG en vue de la présente Offre**

Accord de confidentialité: Alpiq et Credit Suisse Energy Infrastructure Partners AG ("CSEIP") ont conclu le 5 mars 2019 un accord de confidentialité usuel pour ce type de transaction, dans lequel CSEIP s'est engagée pour l'essentiel à garder confidentielles les informations qui lui sont communiquées qui sont pas publiquement accessibles.

17<sup>ème</sup> avenant à la convention de consortium: EDFAI, EOS, le CMS, EDFI, Alpiq SA et Alpiq ont conclu le 4 avril 2019 un 17<sup>ème</sup> avenant à la convention de consortium datée du 29 septembre 2005 qui prévoit essentiellement ce qui suit:

- EDFAI, EOS, le CMS ainsi qu'Alpiq SA et Alpiq ont approuvé l'acquisition par EBM et EOS et indirectement par SKBAG de la participation détenue par EDFAI dans Alpiq.

- EDFAI, EOS et le CMS ont reconnu que la structure de l'actionnariat résultant de la transaction diffère de la structure cible prévue dans l'accord de consortium et ont renoncé aux droits que leur confère la convention de consortium en ce qui concerne la réalisation, l'exécution ou le maintien de cette structure cible ainsi qu'à d'autres droits que leur confèrent la convention de consortium et/ou les avenants de la convention de consortium et qui sont incompatibles avec l'Acquisition resp. la transaction.
- Sous réserve de la condition suspensive de l'exécution de l'Acquisition, les parties ont convenu, entre autres, qu'EDFAI, en tant que partie, et EDFI, en tant que garante, doivent se retirer de la convention de consortium, sous réserve de certains droits et obligations permanents prévus dans la convention de consortium, et que le conseil d'administration d'Alpiq doit être composé, jusqu'à l'entrée en vigueur de la convention d'actionnaires (telle que définie ci-dessous), de quatre (4) membres désignés chacun par EOS, SKBAG et le CMS, et un président indépendant.

Accord concernant la résiliation de la convention de consortium: EOS, le CMS, Alpiq SA ainsi qu'Alpiq ont conclu le 4 avril 2019 un accord concernant la résiliation de la convention de consortium, aux termes duquel Alpiq SA et Alpiq, en tant que parties à la convention de consortium, doivent se départir de celle-ci, sous réserve de la condition suspensive de l'exécution de l'Acquisition.

Accord de Transaction: dans le but de mettre en œuvre la Réorganisation prévue, EOS, SKBAG et le CMS ont conclu le 4 avril 2019 un accord de transaction ("**Accord de Transaction**") dont les principaux éléments sont les suivants :

- Les parties se sont engagées dans le sens de "best efforts" à prendre toutes les mesures nécessaires ou utiles et qui sont dans leur sphère d'influence pour permettre la mise en œuvre de la Réorganisation et des transactions et contrats nécessaires jusqu'à la conclusion des contrats d'achat d'électricité (appelés *Off-Take Agreements*) prévus par la convention d'actionnaires (telle que définie ci-après).
- Sous réserve des conditions de l'accord de transition (tel que défini ci-dessous), les parties ont convenu que, lors d'une assemblée générale ordinaire ou extraordinaire des actionnaires d'Alpiq devant être convoquée, quatre (4) membres désignés par SKBAG seront cooptés au sein du conseil d'administration d'Alpiq en lieu et place des membres désignés par EDF qui auront démissionné du conseil d'administration à l'occasion de l'exécution du Contrat de Vente d'Actions.
- Sous réserve de l'exécution du Contrat de Vente d'Actions, SKBAG s'est engagée dans le sens de "best efforts", à entreprendre tout ce qui est nécessaire pour soumettre une offre publique d'acquisition volontaire sur toutes les Actions Alpiq en mains du public et les parties ont convenu de proposer à Alpiq une "convention concernant l'offre publique d'acquisition".

- Les parties se sont engagées, dans la mesure où cela est nécessaire, à structurer, convenir et exécuter la conversion des prêts hybrides de manière à éviter autant que possible la violation de la Best Price Rule, compte tenu des éventuelles prestations accessoires. La conversion s'effectue à la valeur du marché des prêts hybrides divisée par le prix de conversion, le prix de conversion correspondant au Prix de l'Offre. En tout état de cause, la conversion donnera lieu à un total d'au moins 5'113'879 nouvelles Actions Alpiq, qui seront souscrites par les parties, qui sont les créancières des prêts hybrides, au prorata du montant de leurs prêts hybrides respectifs.
- Les parties ont convenu qu'à l'issue de l'Exécution de l'Offre, Alpiq devrait être incitée à faire décoté dans les plus brefs délais les Actions Alpiq de la SIX et à convoquer, une fois cette décotation effectuée, une assemblée générale extraordinaire d'Alpiq au cours de laquelle les statuts seront modifiés afin qu'ils correspondent à l'annexe 4 de la convention d'actionnaires et le conseil d'administration sera réélu en un nombre réduit, conformément aux dispositions de la convention d'actionnaires.
- SKBAG s'est engagée à procéder simultanément à la conversion des prêts convertibles obligatoires en Actions Alpiq pour EOS et EBM conformément aux termes et conditions des prêts convertibles obligatoires.
- Les parties ont convenu qu'un squeeze-out des actionnaires publics restants d'Alpiq devait être entrepris aussitôt que possible après l'exécution de l'Offre d'Achat.
- Les parties ont convenu que les prêts hybrides accordés à Alpiq en avril 2013 seront convertis en Actions Alpiq dans le cadre d'une augmentation de capital à décider par l'assemblée générale d'Alpiq.
- Les parties ont convenu qu'aussitôt que possible après la conversion des prêts hybrides, les Groupes d'Actionnaires devront s'assurer que chaque Groupe d'Actionnaires détienne en fin de compte un tiers des Actions Alpiq en achetant et vendant des Actions Alpiq supplémentaires entre eux, au prix initial de vente prévu par le Contrat de Vente d'Actions.
- Les parties se sont engagées dans le sens de "best efforts" à faire tout ce qui est nécessaire pour que les *Off-Take Agreements* soient conclus, sous réserve que les transactions de compensation prévues aient eu lieu et que chacun des Groupes d'Actionnaires détienne un tiers des Actions Alpiq et que le prix de vente correspondant ait été effectivement porté au crédit des parties.

Convention d'Actionnaires: EOS, SKBAG et le CMS ont conclu le 4 avril 2019 une convention d'actionnaires ("**Convention d'Actionnaires**") qui régit leurs droits et obligations en tant qu'actionnaires d'Alpiq après l'exécution de la Réorganisation et qui contient essentiellement les dispositions suivantes:

- Sous réserve de certaines conditions, les Groupes d'Actionnaires se sont engagés à acquérir, durant la période s'étendant du 1<sup>er</sup> janvier 2022 au 31 décembre 2026, une partie de la production hydraulique d'Alpiq Suisse SA pour une quantité totale annuelle de 1.920 TWh, dans des proportions respectives reflétant leur participation dans Alpiq, à un prix correspondant au coût moyen de production d'Alpiq Suisse SA y compris certificats d'origine; ce prix est toutefois limité à un maximum de CHF 60 par MWh. En outre, les parties ont convenu que dans les *Off-Take Agreements*, qui doivent encore être négociés pour régir cette acquisition d'électricité et qui auront la même teneur pour toutes les parties, il sera stipulé que les parties auront le droit, durant les dix (10) années qui suivent, de compenser en nature (c'est-à-dire par le prélèvement physique d'électricité), la différence positive entre (i) le prix effectivement payé et (ii) le prix du marché au moment de l'acquisition correspondante, de manière à ne pas subir de préjudice. Si le prix du marché au cours de la période du 1<sup>er</sup> janvier 2022 au 31 décembre 2026 dépasse les coûts de production moyens, y compris certificats d'origine, les parties ne sont pas autorisées à acheter de l'électricité sur la base des *Off-Take Agreements*. La Convention d'Actionnaires n'affecte pas les contrats de partenariat à long terme conclus entre certains membres CMS et Alpiq SA portant sur l'acquisition d'électricité à un prix correspondant aux coûts de production additionnés d'une marge.
- Les parties ont convenu que les bénéfices doivent être distribués aux actionnaires d'Alpiq, dans la mesure permise par la loi et pour autant qu'ils ne fassent pas partie des fonds nécessaires à l'exploitation et sous réserve de la constitution de réserves suffisantes pour couvrir les phases temporaires de prix bas de l'électricité et pour l'entretien du parc des centrales électriques.
- Les parties ont convenu que le conseil d'administration d'Alpiq doit être composé d'un maximum de sept (7) membres dont deux (2) membres doivent être désignés par chaque Groupe d'Actionnaires et que ces membres ne doivent ni être des membres actuels du conseil d'administration ou des dirigeants actuels des sociétés Axpo SA, BKW SA ou Repower SA et qu'un membre indépendant doit être élu à l'unanimité par tous les Groupes d'Actionnaires et être nommé comme président du conseil d'administration. Jusqu'au retrait de KTSO, le conseil d'administration doit être composé de dix (10) membres. Durant cette période, trois (3) membres sont désignés par chacun des trois Groupes d'Actionnaires.
- Les parties ont convenu que les membres du conseil d'administration sont élus pour une durée de trois (3) ans et chaque partie s'est engagée vis-à-vis des autres parties à voter à l'assemblée générale correspondante en faveur des personnes proposées par les autres parties.
- Sous réserve de certaines exceptions, les parties ont convenu que le conseil d'administration d'Alpiq n'est régulièrement constitué et habilité à

prendre des décisions que si un représentant de chacun des Groupes d'Actionnaires et au moins la majorité des membres du conseil d'administration sont présents.

- Les parties ont convenu qu'une majorité qualifiée de 75% des voix et de la valeur nominale de toutes les Actions Alpiq est requise pour l'approbation de certaines affaires importantes.
- Les parties se sont engagées à ne pas acquérir d'Actions Alpiq, à titre onéreux ou gratuit, ni à les céder à des tiers ou à l'une des parties, sans l'accord préalable des autres parties, pendant une période de dix-huit (18) mois après l'exécution du Contrat de Vente d'Actions ou, si ultérieurement, de douze (12) mois après l'approbation du Prospectus d'Offre par la COPA. Au terme de cette période, les transferts des Actions Alpiq resteront interdits, sous réserve de certaines exceptions. Conformément à l'Accord de Transition, les restructurations au sein des Groupes d'Actionnaires individuels, à savoir la vente des Actions Alpiq détenues par KTSO, WWZ et/ou AIL à un ou plusieurs fournisseurs régionaux ou à un autre Membre CMS, ainsi que l'acquisition des Actions Alpiq par CSFp, sont exclus de cette disposition.
- Les parties se sont engagées, sous réserve de certaines exceptions, à ne pas mettre en gage leurs Actions Alpiq pendant la durée de la Convention d'Actionnaires, à ne pas les transférer dans le cadre d'un transfert de propriété à titre de sûreté ni à constituer une sûreté sur celles-ci de toute autre manière.
- Pour le cas où les membres d'un Groupe d'Actionnaires ont l'intention d'effectuer un transfert à un acquéreur de la totalité des Actions Alpiq qu'ils détiennent, les parties ont convenu que les autres Groupes d'Actionnaires ont un droit de première négociation et un droit de préemption. Le droit de préemption revient proportionnellement à chaque Groupe d'Actionnaires à parts égales et ne peut être exercé que pour toutes les Actions Alpiq concernées (et non pas pour une partie des actions seulement).
- Pour le cas où les membres de Groupes d'Actionnaires s'engagent, dans le cadre d'une ou de plusieurs transaction(s), à effectuer un transfert des Actions Alpiq à concurrence d'au moins deux tiers du capital-actions d'Alpiq, les parties ont convenu que le Groupe d'Actionnaires qui ne s'est pas engagé à transférer des Actions Alpiq pourra exercer un droit de suite. Le Groupe d'Actionnaires concerné ne peut exercer le droit de suite que pour la totalité des Actions Alpiq qu'il détient.
- Les parties ont convenu que le droit de première négociation et le droit de préemption sont cumulativement et successivement à disposition de chaque Groupe d'Actionnaires et que le droit de préemption et le droit de suite le sont alternativement.
- Les parties ont convenu qu'en cas de survenance de certains justes motifs à l'égard d'une partie, un droit d'emption est accordé aux autres membres du Groupe d'Actionnaires auquel la partie concernée appartient ou, si la



partie concernée fait partie d'un Groupe d'Actionnaires qui n'a pas d'autres membres, le droit d'emption est accordé aux autres Groupes d'Actionnaires proportionnellement à parts égales. Le droit d'emption ne peut être exercé que pour toutes les Actions Alpiq détenues par la partie concernée. Le droit d'emption ne s'applique pas en cas de transferts qui ont déclenché un droit de préemption, un droit de première négociation ou un droit de suite.

- Les parties ont convenu qu'après la décotation, les Actions Alpiq seront émises physiquement sous la forme d'actions nominatives liées.
- Les parties ont convenu une clause pénale de CHF 5'000'000, en vertu de laquelle une partie doit, en cas de violation de ses obligations en vertu de la Convention d'Actionnaires, verser un montant proportionnel à sa participation dans Alpiq de cette pénalité aux autres parties en proportion de leur participation respective dans Alpiq. Les parties ont également convenu que le paiement de cette pénalité ne libère pas la partie concernée de l'exécution de ses obligations résultant de la Convention d'Actionnaires et/ou de la réparation du dommage supplémentaire.
- Les parties ont convenu que la Convention d'Actionnaires entre en vigueur sous la condition suspensive de l'exécution du Contrat de Vente d'Actions, que la convention de consortium soit abrogée dès l'entrée en vigueur de la Convention d'Actionnaires et que la Convention d'Actionnaires soit conclue pour une durée déterminée de quinze (15) ans. La Convention d'Actionnaires se renouvellera ensuite par périodes de cinq (5) ans, sous réserve d'une résiliation.

Accord de transition: EOS, SKBAG et le CMS ont conclu le 4 avril 2019 un accord de transition ("**Accord de Transition**") qui régit leurs droits et obligations en tant qu'actionnaires d'Alpiq durant la période depuis l'exécution du Contrat de Vente d'Actions jusqu'à l'exécution de la Réorganisation. Dans cet accord, les parties ont convenu pour l'essentiel que les dispositions de la Convention d'Actionnaires s'appliquent, dans la mesure où l'Accord de Transition n'en dispose pas autrement, les dispositions divergentes tenant compte du fait que tous les Groupes d'Actionnaires ne disposent pas encore chacun d'un tiers des Actions Alpiq, que les Actions Alpiq sont encore cotées à la SIX et que des Actions Alpiq sont encore détenues par des actionnaires publics.

Convention concernant le respect de la Best Price Rule: EOS, le CMS, Alpiq SA et Alpiq ont conclu le 4 avril 2019 une convention concernant le respect de la Best Price Rule dans laquelle Alpiq s'est engagée à s'assurer que, pendant une période de trente (30) mois à compter de l'exécution de l'Acquisition, Alpiq, ses organes ainsi que les filiales qu'elle contrôle :

- n'acquièrent ou ne conviennent d'acquérir des actions d'Alpiq ou des instruments financiers ou d'autres droits qui y sont liés;

- n'ajustent ni ne complètent des plans de participation existants, ni ne procèdent à des attributions;
- ne mettent pas en place de nouveaux plans d'actions ou autres plans de participation concernant les actions d'Alpiq; et
- ne concluent ni n'exécutent des transactions qui pourraient, en relation avec le transfert des Actions Alpiq, être qualifiées de prestations accessoires au sens de la Best Price Rule.

### **3.2 Autres accords**

Sous réserve des accords résumés ci-dessus, il n'existe pas d'accords relatifs ou en relation avec l'Offre entre SKBAG, ses actionnaires et les personnes agissant de concert avec SKBAG, d'une part, et Alpiq et ses membres du conseil d'administration et de la direction et ses actionnaires, d'autre part.

## **4 Informations confidentielles**

L'Offrante atteste au sens de l'art. 23 al. 2 OOPA que ni l'Offrante ni les personnes agissant de concert avec elle (à l'exception d'Alpiq et de ses filiales) n'ont obtenu directement ou indirectement d'Alpiq des informations confidentielles sur Alpiq susceptibles d'influencer de manière déterminante la décision des destinataires de l'Offre, à l'exception des informations rendues publiques dans le présent Prospectus d'Offre et dans le rapport du conseil d'administration d'Alpiq (voir Section G (*Rapport du conseil d'administration d'Alpiq au sens de l'art. 132 LIMF*))

## **F Rapport de l'organe de contrôle au sens de l'art. 128 LIMF**

**Rapport de l'organe de contrôle conformément à l'article 128 de la loi fédérale sur les infrastructures des marchés financiers et le comportement sur le marché en matière de négociation de valeurs mobilières et de dérivés ("LIMF")**

En notre qualité d'organe de contrôle reconnu pour la vérification d'offres publiques d'acquisition au sens de la LIMF, nous avons vérifié le prospectus d'offre de Schweizer Kraftwerksbeteiligungs-AG (l'"Offrante"). Le rapport du conseil d'administration de la société cible et l'attestation (fairness opinion) n'ont pas fait l'objet de notre vérification.

L'Offrant est responsable de l'établissement du prospectus d'Offre. Notre mission consiste à vérifier et à apprécier le prospectus d'Offre. Nous attestons que nous remplissons les exigences d'indépendance conformément au droit des offres publiques d'acquisition et qu'il n'existe aucun fait incompatible avec notre indépendance.

Notre vérification a été effectuée conformément à la Norme d'audit suisse 880 selon laquelle un contrôle en accord avec l'art. 128 LIMF doit être planifié et réalisé de telle manière que l'exhaustivité formelle du prospectus d'offre selon la LIMF, ses ordonnances et la décision de la Commission des offres publiques d'acquisition de ("OPA") soit établie et que les anomalies significatives soient constatées avec une assurance raisonnable, qu'elles résultent de fraudes ou d'erreurs, même si les chiffres 4 à 7 suivants ne sont pas établis avec la même assurance que les chiffres 1 à 3. Nous avons vérifié les indications figurant dans le prospectus en procédant à des analyses et à des examens par sondages. Notre travail a par ailleurs consisté à évaluer dans quelle mesure la LIMF, ses ordonnances et la décision de la Commission des OPA. Nous estimons que notre contrôle constitue une base suffisante pour former notre opinion.

Selon notre appréciation

1. l'Offrant a pris les mesures requises afin que le financement nécessaire soit disponible le jour de l'exécution de l'Offre;
2. les dispositions concernant les offres de changement de contrôle sont respectées;
3. la Best Price Rule est respectée jusqu'au 10 juillet 2019.

De plus, nous n'avons pas constaté de faits desquels nous devrions conclure que:

4. l'égalité de traitement des destinataires de l'Offre n'est pas respectée;
5. le prospectus d'offre n'est pas exhaustif et exact conformément de la LIMF et ses ordonnances;
6. le prospectus d'offre n'est pas conforme à la LIMF, à ses ordonnances et les décisions de la Commission des OPA;
7. les dispositions relatives aux effets de l'annonce préalable de l'Offre ne sont pas respectées.

Le présent rapport ne saurait constituer une recommandation d'acceptation ou de refus de l'Offre ni une attestation (*fairness opinion*) portant sur l'adéquation financière du prix de l'Offre.

Zurich, 9 juillet 2019

Ernst & Young SA

Louis Siegrist  
Partner

Nadia Schneider  
Manager

## **G Rapport du conseil d'administration d'Alpiq au sens de l'art. 132 LIMF**

Le Conseil d'administration d'Alpiq Holding AG (le **Conseil d'administration**), une société ayant son siège social à Lausanne (**Alpiq**, et avec ses filiales, le **Groupe Alpiq**) prend comme suit position au sens de l'art. 132 al. 1 de la Loi fédérale sur les infrastructures des marchés financiers et le comportement sur le marché en matière de négociation de valeurs mobilières et de dérivés (**LIMF**) et des art. 30 ss de l'Ordonnance de la Commission des OPA sur les offres publiques d'acquisition (**OOPA**) sur l'offre publique d'acquisition (**l'Offre**) de Schweizer Kraftwerksbeteiligungs-AG, avec siège social à Zug (**l'Offrant**), portant sur l'intégralité des actions nominatives d'Alpiq en mains du public (les **Actions d'Alpiq**) d'une valeur nominale de CHF 10.00 chacune.

### **1 Contexte**

En 2018, le Groupe Alpiq a vendu ses activités de services et d'ingénierie. Suite à cette vente, son cœur de métier comprend un parc de centrales européen flexible et technologiquement diversifié, la commercialisation de flexibilités issues tant de son propre portefeuille d'énergie hydraulique en Suisse que d'unités de production décentralisées appartenant à des tiers en Europe, les activités internationales de négoce, de détail et pour les grands clients, ainsi que les services énergétiques numériques (collectivement, le **Marché Énergétique**).

Par contrat de vente d'action du 4 avril 2019 (le **Contrat de Vente d'Actions**), EDF Alpes Investissements Sarl, avec siège social à Martigny (**EDFAI**), s'est engagée à vendre l'intégralité des 6'979'812 Actions d'Alpiq qu'elle détient, correspondant à une participation de 25,04% dans Alpiq, pour moitié à EBM (Genossenschaft Elektra Birseck), Münchenstein (**EBM**), et pour moitié à EOS Holding SA, Lausanne (**EOS**) (**l'Acquisition**). Le même jour, EBM a acquis 1'372 Actions d'Alpiq supplémentaires auprès d'EDFAI (le **Contrat de Vente d'Actions Supplémentaire**). Le Contrat de Vente d'Actions et le Contrat de Vente d'Actions Supplémentaire ont été exécutés le 28 mai 2019. L'Acquisition a été financée par des prêts obligatoirement convertibles (les **Prêts Obligatoirement Convertibles**) de l'Offrant. Ces Prêts Obligatoirement Convertibles doivent impérativement être remboursés à l'Offrant à leur échéance – à moins d'avoir été converties plus tôt – par la remise des Actions d'Alpiq qu'EBM et EOS ont acquises d'EDFAI. Afin de garantir le respect des obligations d'EBM et d'EOS en vertu des Prêts Obligatoirement Convertibles, les Actions d'Alpiq qui ont fait l'objet de l'Acquisition ont été nanties en faveur de l'Offrant.

EOS, les membres du Consortium des Minoritaires Suisses composé de Aziende Industriali di Lugano (AIL) SA, Lugano (**AIL**), EBL (Genossenschaft Elektra Baselland), Liestal (**EBL**), EBM, Eniwa Holding AG, Buchs (**ENIWA**), le Canton de Soleure (**CTSO**) et WWZ AG, Zug (**WWZ**; collectivement les **Membres du CMS**) et Alpiq, Alpiq AG et EDF International SAS, Paris, France (anciennement E.D.F. International), et EDFAI (cette dernière, collectivement avec EDF International

SAS, **EDF**), étaient liées par une convention de consortium datée du 29 septembre 2005, laquelle a depuis lors été complétée par 17 avenants (la **Convention de Consortium**). Avec l'exécution du Contrat de Vente d'Actions en date du 28 mai 2019, EDF, Alpiq et Alpiq AG se sont retirées de la Convention de Consortium.

Le 4 avril 2019, l'Offrant, EOS et les Membres du CMS ont, dans le cadre de la réorganisation prévue de l'actionnariat d'Alpiq – lequel se composera à l'avenir de ces trois groupes d'actionnaires, chacun avec une participation d'un tiers, notamment conclu les accords suivants :

- un accord de transaction (l'**Accord de Transaction**) qui énonce les intentions des groupes d'actionnaires et régit les étapes nécessaires jusqu'à l'exécution de la réorganisation; et
- une convention d'actionnaires (la **Convention d'Actionnaires**), qui régit la *Governance* et les droits et obligations mutuels des parties, soit l'Offrant, EOS et les Membres du CMS (les **Actionnaires de la CA**). La Convention d'Actionnaires est entrée en vigueur à l'occasion de l'exécution du Contrat de Vente d'Actions, mais est remplacée – jusqu'à l'exécution de la réorganisation de l'actionnariat d'Alpiq – par un accord de transition (l'**Accord de Transition**). La Convention d'Actionnaires a été conclue par les Actionnaires de la CA dans le but de régler sur le long terme leurs relations en tant qu'actionnaires d'Alpiq.

Il est prévu, en ce qui concerne les participations respectives des Actionnaires de la CA dans Alpiq, que suite à la mise en œuvre de tous les accords y relatifs, les Actionnaires de la CA, respectivement les groupes d'actionnaires, disposent en définitive chacun d'une participation équivalente dans Alpiq. Ils aspirent à un *Going Private* (décotation de la SIX Swiss Exchange) d'Alpiq, moyennant le rachat des actionnaires restants d'Alpiq – qui détiennent environ 12% du capital-actions d'Alpiq – dans le cadre de l'Offre et des éventuelles transactions ultérieures (voir Chapitre 3.3 du présent Rapport).

Des résumés des dispositions essentielles de la Convention de Consortium, de l'Accord de Transaction, de la Convention d'Actionnaires et de l'Accord de Transition se trouvent au Chapitre E/3.1 du prospectus d'offre de l'Offrant du 10 juillet 2019 (le **Prospectus d'Offre**), dans lequel le présent rapport du Conseil d'administration d'Alpiq est intégré conformément à l'art. 132 LIMF (le **Rapport**), et au Chapitre 5 du présent Rapport.

Comme décrit plus en détail au Chapitre 4 du présent Rapport, tous les membres du Conseil d'administration – à l'exception de Jens Alder, président et délégué du Conseil d'administration (**JA**) – sont en situation de conflit d'intérêts dans le cadre de l'examen de l'Offre et de la remise du présent Rapport. En conséquence, tous les membres du Conseil d'administration – à l'exception de JA – se sont récusés dans le cadre de l'établissement et de la préparation du présent Rapport et des résolutions y afférentes. Le Conseil d'administration a, aux fins de l'Offre et de la remise du présent Rapport, désigné JA comme membre responsable du Conseil

d'administration et l'a autorisé, au nom et pour le compte d'Alpiq et du Conseil d'administration, à prendre les mesures et décisions nécessaires à cet égard. Lorsque le présent Rapport fait référence au Conseil d'administration, il renvoie donc aux mesures et décisions de JA en application de la présente autorisation, en prenant en compte – dans la mesure où cela est pertinent – la Fairness Opinion commandée à PricewaterhouseCoopers AG (**PwC**), Zurich (voir Chapitre 3.1 du présent Rapport).

## **2 Renonciation à la recommandation et avantages et inconvénients de l'Offre**

### **2.1 Renonciation à la recommandation**

Après un examen approfondi de l'Offre et eu égard au Fairness Opinion de PwC, qui fait partie intégrante du présent Rapport (voir Chapitre 3.1 du présent Rapport), le Conseil d'administration a décidé de ne pas recommander l'acceptation ou le rejet de l'Offre, mais de présenter dans le présent Rapport les éléments essentiels qu'il juge importants pour l'évaluation de l'Offre afin de faciliter la décision des actionnaires d'accepter ou non l'Offre.

### **2.2 Avantages et inconvénients de l'Offre**

Sur la base de la Fairness Opinion établie par PwC, le Conseil d'administration est d'avis que les avantages potentiels qui pourraient résulter de l'acceptation de l'Offre sont les suivants :

- Le prix offert de CHF 70 net, en espèces, par Action d'Alpiq permet aux actionnaires publics d'Alpiq de réaliser immédiatement leur participation dans Alpiq en espèces à un prix garanti, ce qui les protège contre les pertes qui pourraient résulter d'une éventuelle baisse du cours des Actions d'Alpiq.
- Toutes les Actions d'Alpiq apportées dans le cadre de l'Offre réduiront encore davantage le *Free Float* déjà faible. Cette situation de fait ainsi que la décotation des Actions d'Alpiq souhaitée par les Actionnaires de la CA rendra la négociabilité des Actions d'Alpiq plus difficile (potentiellement de manière significative) et aggraveront (encore davantage) la situation des actionnaires publics qui souhaiteraient vendre leurs Actions d'Alpiq.
- Conformément à la Fairness Opinion établie par PwC, le prix offert de CHF 70 net, en espèces, par Action d'Alpiq est équitable d'un point de vue financier.
- L'Offrant a l'intention, dans l'hypothèse où il détiendrait plus de 98% des droits de vote d'Alpiq après l'exécution de l'Offre, de demander au tribunal compétent l'annulation des Actions d'Alpiq restantes conformément à l'art. 137 LIMF. Si, après l'exécution de l'Offre, l'Offrant détient entre 90% et 98% des droits de vote d'Alpiq, il a l'intention d'indemniser les actionnaires minoritaires restants d'Alpiq au moyen d'une fusion avec dédommagement (*Squeeze-out*) conformément à l'art. 8 al. 2 LFus par un règlement en espèces. Les actionnaires restants peuvent donc être exclus de la société par la

force. Dans le cas d'une éventuelle fusion avec dédommagement, le dédommagement peut dans certains cas s'écarter du prix de l'offre. Les conséquences fiscales d'une exclusion par annulation ou d'une fusion avec dédommagement sont décrites dans le Chapitre I/7 du Prospectus d'Offre et peuvent, d'un point de vue fiscal, être moins avantageuses pour les actionnaires publics qu'une offre d'achat des Actions d'Alpiq dans l'Offre.

- L'Offrant et les autres Actionnaires de la CA contrôlent déjà Alpiq avant le lancement de l'Offre, c'est-à-dire indépendamment du résultat de l'Offre. L'Offre n'a pas été coordonnée avec Alpiq avant son dépôt. L'Offrant et les autres Actionnaires de la CA ont l'intention, grâce à l'Offre, d'acquérir le contrôle total d'Alpiq, conformément aux indications contenues dans le Prospectus d'Offre. Il faut toutefois partir du principe que les actionnaires non-offrants se trouveront dans une position de minoritaire faible au moment de l'aboutissement de l'Offre et qu'ils ne pourront donc exercer aucune influence directe ou indirecte sur la manière dont le modèle économique et l'orientation stratégique seront structurés.

L'acceptation de l'Offre a les conséquences suivantes, lesquelles pourraient avoir un potentiel impact négatif:

- La valeur réelle des Actions d'Alpiq pourrait évoluer positivement à l'avenir et dépasser le prix de l'Offre. Cependant, en raison de la décotation et du Squeeze-out prévus, la réalisation d'une valeur réelle plus élevée pour les actionnaires qui ne participent pas à l'Offre est incertaine et improbable.
- En donnant suite à l'Offre, ces actionnaires ne participeront pas à la mise en œuvre de l'actuel modèle économique, respectivement d'une éventuelle nouvelle orientation stratégique.
- Les actionnaires acceptant l'Offre ne pourront pas bénéficier d'une éventuelle évolution positive des prix de l'énergie qui pourrait se produire après l'expiration des opérations de couverture en 2022 et qui, en raison de l'incertitude qui plane, ne peut être pleinement prise en compte dans le cadre de l'évaluation des Actions d'Alpiq. Cependant, en raison de la décotation et du Squeeze-out prévus, la réalisation d'une possible valeur réelle plus élevée pour les actionnaires qui ne participent pas à l'Offre est incertaine et improbable.

### 3 Examen de l'Offre

#### 3.1 Prix de l'Offre et Fairness Opinion

Le prix offert par l'Offrant est de CHF 70 net, en espèces, par Action d'Alpiq (le **Prix de l'Offre**). Le Prix de l'Offre correspond ainsi au prix convenu dans le cadre de l'Acquisition. Le Prix de l'Offre est inférieur de 3.5% par rapport au prix moyen pondéré en fonction du volume (VWAP) des transactions boursières des 60 derniers jours boursiers précédant la publication de l'annonce préalable de l'Offre le 29 mai 2019, respectivement de 2.1% par rapport au cours de clôture du jour boursier

précédant la publication de l'annonce préalable de l'Offre. De l'avis de PwC conformément à son Fairness Opinion, il ne faut pas donner à l'annonce préalable de l'Offre la même importance que dans d'autres transactions. Le moment pertinent est plutôt l'annonce de l'Acquisition le 5 avril 2019. Le Prix de l'Offre est supérieur de 7.4% par rapport au cours de clôture de CHF 65.20 du 4 avril 2019.

Le Conseil d'administration a mandaté PwC en qualité d'expert indépendant afin de préparer et d'émettre une Fairness Opinion quant à l'adéquation du Prix de l'Offre d'un point de vue financier. Sur la base des hypothèses contenues dans sa Fairness Opinion du 9 juillet 2019, PwC a déterminé une fourchette de valeur comprise entre CHF 65 et CHF 73, en utilisant la méthode DCF. PwC est ainsi arrivée à la conclusion que le Prix de l'Offre était équitable d'un point de vue financier. La Fairness Opinion peut être commandée gratuitement en allemand et en français auprès de: Alpiq Holding AG, c/o Alpiq AG, Group Communications & Public Affairs, Bahnhofquai 12, CH-4601 Olten, E-mail: [info@alpiq.com](mailto:info@alpiq.com), Tel. (Centrale): +41 62 286 71 11, et est également disponible sur [www.alpiq.com/rapports](http://www.alpiq.com/rapports).

### 3.2 Considérations commerciales

Après avoir consulté la direction d'Alpiq, le Conseil d'Administration a procédé à une analyse détaillée des perspectives à court et long termes d'Alpiq, en tant que société cotée et en tant que société privée après la mise en œuvre de l'Offre et des éventuelles transactions ultérieures (voir Chapitre 3.3 du présent Rapport). Sur la base de cette analyse, le Conseil d'administration estime qu'un *Going Private* (dénotation de la SIX Swiss Exchange) avec le rachat des actionnaires restants d'Alpiq pourrait se traduire par des avantages financiers pour Alpiq et ses partenaires.

La vente des activités de services et d'ingénierie et l'évolution de l'actionnariat ont modifié la position de départ d'Alpiq au niveau stratégique et opérationnel. En se focalisant sur le Marché Energétique, les résultats du Groupe Alpiq continueront à se développer principalement en fonction du commerce de gros européen de l'énergie.

#### Évaluation d'un point de vue stratégique et opérationnel:

Le Conseil d'administration d'Alpiq a connaissance des accords conclus entre les groupes d'actionnaires, en particulier la Convention d'Actionnaires et l'Accord de Transition (voir Chapitre E/3.1 du Prospectus d'Offre). Les intentions énoncées dans ces accords, complétées par des explications orales des représentants des trois groupes d'actionnaires, donnent le tableau suivant :

- Le point de départ de l'orientation stratégique d'Alpiq est son modèle économique actuel. L'objectif premier est de maintenir, respectivement créer de la valeur pour les actionnaires. Les actionnaires attendent d'Alpiq qu'elle donne la priorité à la continuation du développement de l'énergie hydraulique suisse et à sa commercialisation internationale, qu'elle développe et mette en œuvre



une stratégie de réduction des risques et qu'elle accorde la priorité au désendettement et aux distributions aux actionnaires.

- Il n'existe, selon ces accords, aucune obligation explicite de fournir un soutien financier à l'entreprise si nécessaire. En revanche, les trois groupes d'actionnaires s'engagent à réduire le risque commercial d'Alpiq en achetant, en cas de baisse durable des prix de l'électricité durant les années 2022-2026, chaque année 1.920 TWh d'électricité produite par des centrales hydroélectriques (env. 45% de la production hydro 2018), à des prix couvrant les coûts et en compensant à nouveau ces coûts plus élevés par rapport au prix du marché en cas de hausse des prix par le biais de droits d'achat d'électricité.
- On s'attend à ce que le Conseil d'administration examine la stratégie actuelle dans le cadre d'une procédure régulière et l'ajuste au besoin. Dans le cadre de ce processus d'examen, les possibilités d'optimisation à long terme du portefeuille de capacités de production et de services internationaux d'Alpiq, qui ne sont pas directement liés à la production suisse d'électricité, seront également examinées. Les synergies avec les activités existantes des sociétés des groupes d'actionnaires devraient également être exploitées.

Des objectifs et des devoirs supplémentaires des trois groupes d'actionnaires – qui n'ont pas été confirmés explicitement dans le cadre des explications orales susmentionnées à l'égard d'Alpiq – sont réglées dans la Convention d'Actionnaires. Ainsi, le Groupe Alpiq ne devrait ni investir à l'étranger, ni réaliser de nouveaux investissements en dehors du secteur des infrastructures énergétiques, dans celui du charbon ou de l'énergie nucléaire (à l'exception de l'entretien et de la réparation des installations existantes). Par ailleurs, les activités dans le domaine de l'énergie nucléaire devraient être isolées dans une seule société et les éventuels risques devraient être limités au sein du Groupe Alpiq par le biais d'un Ring-Fencing. La Convention d'Actionnaires définit ainsi l'activité principale du Groupe Alpiq comme étant la production d'électricité respectueuse de l'environnement en Suisse ainsi que la commercialisation des capacités de production suisses.

L'Offre n'affecte pas les intentions stratégiques des trois groupes d'actionnaires tels que décrits ci-dessus, dès lors que les accords correspondants existent déjà. En raison de la structure majoritaire et de la composition du Conseil d'administration, il est également prévu que les intentions du groupe d'actionnaires décrites ci-dessus puissent être mises en œuvre au niveau du Conseil d'administration.

En substance, les intentions des trois groupes d'actionnaires sont largement compatibles avec une politique d'entreprise favorable aux actionnaires. Le modèle d'affaires actuel d'Alpiq est solide et il est peu probable – selon les estimations de ce jour – qu'il subisse, après examen par le Conseil d'administration, un changement de cap fondamental. En revanche, il faut s'attendre à ce qu'à l'avenir, l'appétit pour les risques soit moindre pour les investissements, en particulier à l'étranger ou dans les entreprises de services. Le Conseil d'administration veillera également à ce que les intérêts de la société soient préservés si des synergies sont exploitées avec les sociétés des trois groupes d'actionnaires. Est important du point de vue

des actionnaires le fait que les trois groupes d'actionnaires mettent la priorité explicitement sur le maintien, respectivement l'augmentation de la valeur de l'entreprise pour les actionnaires et sur une politique de dividende appropriée.

**Appréciation d'un point de vue financier :** Les Actionnaires de la CA ont le potentiel de fournir à Alpiq les fonds supplémentaires dont elle pourrait avoir besoin ou de soutenir des emprunts d'Alpiq en conséquence; elles ne feront, cas échéant, que si les autres actionnaires qui ne participent pas n'en bénéficient pas. En outre, une décotation devrait permettre de réaliser des économies de l'ordre de quelques millions de francs suisses. Compte tenu de cette situation initiale et d'un *Free Float* effectif aussi faible (voir Chapitre 3.4 du présent Rapport), l'utilité de la cotation dans un avenir prévisible est, du point de vue de l'entreprise, vraisemblablement inférieur aux coûts qui y sont associés.

### 3.3 Squeeze-out ; décotation

Les Actionnaires de la CA aspirent à un *Going Private* (décotation de la SIX Swiss Exchange) d'Alpiq, moyennant le rachat auprès des actionnaires restants d'Alpiq dans le cadre de l'Offre et des éventuelles transactions ultérieures (voir les paragraphes suivants, s'agissant des éventuelles transactions ultérieures). Etant donné que les Actionnaires de la CA contrôlent ensemble près de 88% du capital-actions d'Alpiq, un achat supplémentaire d'environ 2% du capital-actions d'Alpiq est suffisant pour réaliser une transaction ultérieure. En principe, l'Offrant et les autres Actionnaires de la CA sont libres d'acheter des Actions d'Alpiq supplémentaires, y compris par le biais d'achats en dehors de l'Offre (p.ex. par l'intermédiaire de la bourse) et de dépasser ainsi la valeur seuil requise pour une transaction ultérieure.

Si l'Offrant et les autres Actionnaires de la CA détiennent plus de 98% des droits de vote d'Alpiq à l'issue de l'exécution de l'Offre (**l'Exécution**), il est prévu (voir Chapitre E/2 du Prospectus d'Offre) de requérir l'annulation des Actions d'Alpiq restant dans le public à ce moment conformément à l'art. 137 LIMF.

Si l'Offrant et les autres Actionnaires de la CA détiennent plus de 90% mais moins de 98% des droits de vote d'Alpiq après l'Exécution de l'Offre, il est prévu (voir Chapitre E/2 du Prospectus d'Offre) de procéder à une fusion avec dédommagement (*Squeeze-out*), conformément à l'art. 8 al. 2 et à l'art. 18 al. 5 de la Loi fédérale sur la fusion, la scission, la transformation et le transfert de patrimoine (**LFus**), aux termes de laquelle les actionnaires d'Alpiq restants seraient dédommagés en espèces ou d'une autre manière à déterminer à ce moment-là pour leurs Actions d'Alpiq, mais ne recevraient pas d'actions de la société survivante. Dans le cadre d'une fusion avec dédommagement, le dédommagement, respectivement l'indemnité peut différer du prix de l'offre. Il doit être raisonnable, mais le Conseil d'administration dispose d'un pouvoir discrétionnaire considérable pour le déterminer. En outre, les conséquences fiscales en cas de fusion avec dédommagement peuvent être considérablement moins favorables pour certains actionnaires qu'en cas d'acceptation de l'Offre (voir Chapitre I/7 du Prospectus d'Offre).

A partir d'une participation de 90% des droits de vote d'Alpiq, les actionnaires publics restants peuvent donc être exclus d'Alpiq par la force. Ce seuil pourrait être atteint même après l'Exécution, par le biais d'acquisitions ou par conversion prévue des prêts hybrides existants accordés à Alpiq par EOS et les Membres du CMS (hors AIL) en Actions d'Alpiq.

Conformément à l'Accord de Transaction (voir Chapitre E/3.1 du Prospectus d'Offre), l'Offrant et les autres Actionnaires de la CA ont l'intention, dès que possible après l'Exécution de l'Offre, de faire décoté les Actions d'Alpiq de la SIX Swiss Exchange. Une décotation de la SIX Swiss Exchange serait également possible sans transaction ultérieure – c'est-à-dire sans réquisition d'annulation au sens de l'art. 137 LIMF ou fusion avec dédommagement en vertu de l'art. 8 al. 2 et de l'art. 18 al. 5 LFus – et ne nécessiterait, en vertu du droit applicable, pas l'approbation de l'Assemblée générale d'Alpiq.

### **3.4 *Free Float* et négociabilité**

Le *Free Float* des Actions d'Alpiq n'atteint pas le niveau minimum de participation dans le public de 20% requis par le règlement de cotation de SIX Exchange Regulation au moment de la cotation d'un titre aux fins d'assurer une diffusion des valeurs mobilières suffisante. L'Offre et tout éventuel achat supplémentaire effectué par l'Offrant ou par d'autres Actionnaires de la CA en dehors de l'Offre réduiront encore davantage le *Free Float*. La négociabilité des actions Alpiq peut ainsi être (potentiellement de manière considérable) entravée par ce fait et/ou par une décotation.

## **4 Informations additionnelles requises par le droit suisse des OPA**

### **4.1 Conseil d'administration et direction d'Alpiq**

Le Conseil d'administration d'Alpiq se compose actuellement de JA (président), Jean-Yves Pidoux (vice-président), Conrad Ammann (membre), Tobias Andrist (membre), Dominique Gachoud (membre), Alexander Kummer-Grämiger (membre), René Longet (membre), Wolfgang Martz (membre) et Heinz Saner (membre). Les anciens représentants d'EDF au Conseil d'administration (François Driesen, Birgit Fratzke-Weiss, Xavier Lafontaine et John Morris) ont démissionné avec effet à la date d'Exécution du Contrat de Vente d'Actions. Ils seront remplacés

par quatre représentants de l'Offrant à l'occasion d'une assemblée générale extraordinaire d'Alpiq qui devrait avoir lieu le 21 août 2019 (voir Chapitre E/3.1 du Prospectus d'Offre).

La direction d'Alpiq se compose actuellement de JA (délégué du Conseil d'administration), Thomas Bucher (CFO), Michael Wider (responsable de Generation Switzerland), André Schnidrig (responsable de Generation International) et Markus Brokhof (responsable Digital & Commerce).

#### **4.2 Conflits d'intérêts potentiels des membres du Conseil d'administration et de la direction d'Alpiq**

##### ***(a) Conseil d'administration***

A l'exception de JA, tous les membres du Conseil d'administration sont des représentants et/ou des organes d'EOS et des Membres du CMS, lesquels agissent de concert avec l'Offrant dans le cadre de l'Offre conformément à l'art. 11 OOPA et à l'art. 33 de l'Ordonnance de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers sur les infrastructures des marchés financiers et le comportement sur le marché en matière de négociation de valeurs mobilières et de dérivés (**OIMF-FINMA**). Ils ont été élus à la demande de l'actionnaire délégué respectif d'EOS et des Membres du CMS.

Plus précisément, les liens de dépendance suivants existent:

- Jean-Yves Pidoux, Vice-Président : Membre du Conseil d'administration d'EOS
- Conrad Ammann, Membre : CEO d'EBM
- Tobias Andrist, Membre : CEO d'EBL (Genossenschaft Elektra Baselland)
- Dominique Gachoud, Membre : Membre du Conseil d'administration d'EOS
- Alexander Kummer-Grämiger, Membre : Président du Conseil d'administration d'EBM
- René Longet, Membre : Membre du Conseil d'administration d'EOS
- Wolfgang Martz, Membre : Membre du Conseil d'administration d'EOS
- Heinz Saner, membre : représentant du Canton de Soleure.

Par conséquent, tous les membres du Conseil d'administration – à l'exception de JA – sont dans une situation de conflit d'intérêts dans le cadre de l'examen de l'Offre et de la remise du présent Rapport. JA exerce certes la fonction de délégué du Conseil d'administration, également avec la fonction de membre exécutif et il a été élu président du Conseil d'administration grâce aux voix d'EOS et des Membres du CMS. Il n'a toutefois aucun lien particulier avec l'Offrant ou avec les autres Actionnaires de la CA et n'accepte aucune instruction de l'Offrant ou des autres Actionnaires de la CA dans le cadre de l'exercice de ses fonctions pour Alpiq. Le Conseil d'administration est donc parvenu à la conclusion que JA n'a pas de conflit

d'intérêts juridiquement pertinent dans le cadre de l'examen de l'Offre et de la remise du présent Rapport.

En conséquence, tous les membres du Conseil d'administration – à l'exception de JA – se sont récusés dans le cadre de l'établissement et de la préparation du présent Rapport et des résolutions y afférentes. En lieu et place, le Conseil d'administration a désigné JA comme membre responsable du Conseil d'administration en lien avec l'Offre et la remise du présent Rapport et l'a autorisé à prendre, au nom et pour le compte d'Alpiq et du Conseil d'administration, les mesures et les décisions nécessaires à cet égard, en tenant compte – dans la mesure où cela est pertinent – de la Fairness Opinion de PwC (voir Chapitre 3.1 du présent Rapport).

Il est prévu que tous les membres du Conseil d'administration resteront membres du Conseil d'administration, du moins temporairement, après l'Exécution de l'Offre. Toutefois, après la décotation (voir Chapitre 3.3 du présent Rapport), le Conseil d'administration sera réduit en taille et nouvellement élu conformément aux dispositions de la Convention d'Actionnaires (voir Chapitre E/3.1 du Prospectus d'Offre).

Sauf indication contraire ci-dessus ou ailleurs dans le présent Rapport, (i) aucun membre du Conseil d'administration n'a conclu de contrat ou d'autres arrangements avec l'Offrant ou un autre Actionnaire de la CA et il n'existe à ce jour aucune intention de conclure de tels accord ou arrangements, (ii) aucun membre du Conseil d'administration n'a été élu à la demande de l'Offrant ou n'exerce ses fonctions au sein du Conseil d'administration selon les instructions de l'Offrant ou d'un autre Actionnaire de la CA et (iii) les membres du Conseil d'administration ne sont ni employés ni membres de quelque organe que ce soit de l'Offrant ou d'un autre Actionnaire de la CA ou de sociétés ayant des relations d'affaires importantes avec l'Offrant ou un autre Actionnaire de la CA.

**(b) Direction d'Alpiq**

S'agissant de JA, qui agit à titre de délégué du Conseil d'administration aussi en qualité de membre de la direction, veuillez consulter le Chapitre 4.2(a) du présent Rapport.

En outre, (i) aucun membre de la direction d'Alpiq n'a conclu de contrat ou d'autres arrangements avec l'Offrant ou un autre Actionnaire de la CA et il n'existe à ce jour aucune intention de conclure de tels accords ou arrangements, et (ii) les membres de la direction d'Alpiq ne sont ni employés ni membres de quelque organe que ce soit de l'Offrant ou de tout autre Actionnaire de la CA ou de sociétés ayant des relations d'affaires importantes avec l'Offrant ou un autre Actionnaire de la CA.

Il est prévu que tous les membres de la direction resteront dans leurs fonctions respectives après l'Exécution de l'Offre.

***(c) Conséquences de l'Offre sur les contrats de travail et les accords similaires conclus avec les membres du Conseil d'administration et de la direction d'Alpiq***

Les contrats conclus avec les membres du Conseil d'administration de même que les contrats de travail conclus avec les membres de la direction d'Alpiq ne contiennent pas de clause de changement de contrôle et ne prévoient aucune indemnité de départ à la fin du contrat. Aucun changement n'est prévu en ce qui concerne ces contrats.

**4.3 Potentielles conséquences financières de l'Offre pour les membres du Conseil d'administration et de la direction d'Alpiq**

***(a) Actions d'Alpiq détenues par les membres du Conseil d'administration et de la direction d'Alpiq***

Les membres du Conseil d'administration et de la direction d'Alpiq détiennent au 9 juillet 2019 les Actions d'Alpiq suivantes :

***(1) Conseil d'administration***

Nom	Actions d'Alpiq
Conrad Ammann	300
Tobias Andrist	15
Alexander Kummer-Grämiger	600
Heinz Saner	16

***(2) Direction d'Alpiq***

Nom	Actions d'Alpiq
Michael Wider	102

***(b) Plans de participation, attributions de droits et avantages en cours et conséquences de l'Offre sur les attributions de droits et avantages en cours***

La Société n'a aucun plan de participation, ni aucun droit ou avantages en cours.

***(c) Intentions d'apporter***

Tous les membres du Conseil d'administration et de la direction d'Alpiq ont l'intention d'apporter leurs Actions d'Alpiq dans le cadre de l'Offre.

***(d) Conclusion***

Sauf indication contraire ci-dessus ou ailleurs dans le présent Rapport, l'Offre n'a pas d'incidences financières pour les membres du Conseil d'administration et de la direction d'Alpiq, sous réserve du fait qu'ils détiennent des Actions d'Alpiq et ont l'intention de les apporter, et les membres du Conseil d'administration et de la direction d'Alpiq ne recevront pas d'avantages supplémentaires en lien avec l'Offre.

Eu égard aux conflits d'intérêts décrits ci-dessus, la décision a été prise par JA, pour le Conseil d'Administration, de ne recommander ni l'acceptation ni le rejet de l'Offre, en tenant compte de la Fairness Opinion commandée à PwC.

Sur la base des hypothèses contenues dans sa Fairness Opinion du 9 juillet 2019, PwC a déterminé une fourchette de valeur comprise entre CHF 65 et CHF 73, en utilisant la méthode DCF, et il est arrivé à la conclusion que le Prix de l'Offre était équitable d'un point de vue financier (voir Chapitre 3.1 du présent Rapport).

## **5 Accords entre l'Offrant et les autres Actionnaires de la CA, d'une part, et Alpiq, d'autre part, entre l'Offrant, d'une part, et les autres Actionnaires de la CA, d'autre part, et entre l'Offrant et les autres Actionnaires de la CA, d'une part, et les autres actionnaires d'Alpiq, d'autre part, pertinents pour la décision du Conseil d'administration**

### **5.1 Accord de confidentialité**

L'Offrant et la société ont conclu des accords de confidentialité, lesquels sont usuels pour ce type de transaction.

### **5.2 Autres accord**

Les autres accords conclus entre l'Offrant, les autres Actionnaires de la CA et/ou Alpiq en relation avec l'Offre sont résumés dans le Prospectus d'Offre (voir Chapitre E/3.1 du Prospectus d'Offre).

Certains Membres du CMS, respectivement leurs filiales ont conclu – il y a longtemps – des accords de partenariat à long terme avec Alpiq AG pour l'approvisionnement en électricité à un prix égal au coût de production majoré d'une marge. Ces accords ne sont pas affectés par l'Offre.

En avril 2013, EOS, EBM, EBL, CTSO, ENIWA et WWZ ont accordé à Alpiq des prêts hybrides pour un montant total de CHF 366.5 millions. A l'issue de l'Exécution du Squeeze-out (voir Chapitre 3.3 du présent Rapport), il est prévu de convertir ces prêts hybrides en Actions d'Alpiq dans le cadre d'une augmentation de capital, laquelle devra encore être décidée par l'Assemblée générale d'Alpiq. La conversion devrait s'effectuer à la valeur de marché des prêts hybrides divisée par le prix de conversion, le prix de conversion correspondant au Prix de l'Offre.

Sauf indication contraire ci-dessus ou ailleurs dans le présent Rapport, il n'existe à la connaissance du Conseil d'administration à la date du présent Rapport pas d'autres accords (i) entre l'Offrant et les autres Actionnaires de la CA, d'une part,

et Alpiq, d'autre part, (ii) entre l'Offrant, d'une part, et les autres Actionnaires de la CA, d'autre part, et (iii) entre l'Offrant et les autres Actionnaires de la CA, d'une part, et les autres actionnaires d'Alpiq d'autre part.

## 6 Intentions des actionnaires importants d'Alpiq

A la connaissance du Conseil d'administration, les actionnaires suivants détenaient plus de 3% du capital-actions et des droits de vote d'Alpiq au 9 juillet 2019 :<sup>1</sup>

Actionnaire	Nombre d'Actions d'Alpiq	Pourcentage
Groupe composé de: — EOS Holding SA — EBM (Genossenschaft Elektra Birseck) — EBL (Genossenschaft Elektra Baselland) — Canton de Soleure — Aziende Industriali di Lugano (AIL) SA — Eniwa Holding AG — WWZ AG — Credit Suisse Anlagestiftung (l'Offrant est une filiale à 100% de CSA Energie-Infrastruktur Schweiz, un groupe de placements de Credit Suisse Anlagestiftung)	24'507'404	87.92 <sup>2</sup>

Les intentions de l'Offrant et des autres Actionnaires de la CA sont exposées dans le présent Rapport et dans le Prospectus d'Offre (voir Chapitre E/2 du Prospectus d'Offre). Sous réserve des intentions exposées dans le présent Rapport, le Conseil d'administration n'a pas connaissance des intentions des actionnaires importants susmentionnés.

## 7 Mesures défensives

Le Conseil d'administration n'a pas connaissance de mesures défensives qui auraient été prises à l'encontre de l'Offre. Il n'a pas non plus l'intention de prendre des mesures défensives à l'encontre de l'Offre ni d'en proposer à l'assemblée générale des actionnaires d'Alpiq.

Par décision 730/01 du 28 mai 2019, la Commission des OPA a décidé que l'exécution du contrat de vente d'actions conclu le 16 mai 2019 entre Alpiq AG et Sev.en Zeta a.s. relatif à la vente de deux centrales électriques à charbon en République tchèque ne constituait pas une mesure de défense illégale au sens de l'art. 132 al. 2 LIMF en relation avec l'art. 36 al. 2 lit. a OOPA.

<sup>1</sup> Les informations se basent sur les notifications les plus récentes soumises par les actionnaires à la SIX Exchange Regulation et Alpiq conformément aux art. 120 ss LIMP et aux art. 10 ss OIMF-FINMA. Selon les informations fournies par l'Offrant, CSA Energie-Infrastruktur Schweiz, un groupe de placement de Credit Suisse Anlagestiftung, a encore acheté 0.5% des Actions d'Alpiq en plus en date du 29 mai 2019.

<sup>2</sup> Annonce de participations du 12 avril 2019.



## **8 Rapport financier; Divulcation des changements importants dans les actifs et les passifs, la situation financière, les pertes et profits et les perspectives commerciales**

Les comptes consolidés d'Alpiq au 31 décembre 2018 et les comptes consolidés des exercices précédents sont disponibles sur le site Internet d'Alpiq (<https://www.alpiq.com/fr/groupe-alpiq/a-propos-dalpiq/publications/>). Le rapport semestriel d'Alpiq avec les comptes semestriels consolidés au 30 juin 2019 devrait être disponible sur le site Internet d'Alpiq (<https://www.alpiq.com/fr/groupe-alpiq/a-propos-dalpiq/publications/>) à partir du 26 août 2019.

A l'exception de la transaction à laquelle le présent Rapport se rapporte et sauf divulgation avant ou à la date du présent rapport (y compris le présent Rapport), le Conseil d'administration n'a pas connaissance de changements significatifs, que ce soit au niveau des actifs et passifs, de la situation financière, des pertes et profits ou des perspectives commerciales d'Alpiq, qui seraient survenus depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019 et seraient susceptibles d'influencer la décision des actionnaires d'Alpiq en lien avec l'Offre.

---

Lausanne, 9 juillet 2019

Pour le Conseil d'administration d'Alpiq Holding AG

Jens Alder, Président du Conseil d'administration

## **H Seconde décision de la COPA**

La COPA a rendu le 9 juillet 2019 une seconde décision (décision 730/02) au sujet de l'Offre avec le dispositif suivant:

1. L'offre publique d'acquisition de Schweizer Kraftwerksbeteiligungs-AG aux actionnaires d'Alpiq Holding AG est conforme aux dispositions légales en matière d'offres publiques d'acquisition.
2. Il est constaté que dans le cadre de l'offre publique d'acquisition de Schweizer Kraftwerksbeteiligungs-AG aux actionnaires d'Alpiq Holding AG, ni Credit Suisse Group AG, ni Credit Suisse (Schweiz) AG, ni aucune de leurs filiales n'agissent de concert avec Schweizer Kraftwerksbeteiligungs-AG.
3. Cette décision est publiée sur le site de la Commission des OPA le jour de la publication du prospectus d'offre.
4. L'émolument à charge de Schweizer Kraftwerksbeteiligungs-AG est fixé à CHF 209'939.

## **I Exécution de l'Offre**

### **1 Annonce**

Les actionnaires d'Alpiq, qui détiennent leurs Actions Alpiq dans un dépôt bancaire, seront informés de l'Offre par leur banque dépositaire. Les actionnaires, qui souhaitent accepter l'Offre, sont priés d'agir conformément aux instructions de leur banque dépositaire.

Les actionnaires, qui détiennent leurs Actions Alpiq sous forme de certificats à leur domicile ou dans un coffre-fort bancaire ("**Conservateurs à Domicile**"), seront informés de l'Offre par le registre des actions d'Alpiq et sont priés d'agir conformément aux instructions du registre des actions.

### **2 Banque mandatée**

Credit Suisse SA est mandatée pour l'Exécution de l'Offre.

### **3 Actions Alpiq présentées à l'acceptation**

Les Actions Alpiq présentées à l'acceptation obtiendront le numéro de valeur séparé 48 232 049 / ISIN CH0482320493 (symbole de valeur ALPHE). L'ouverture d'une seconde ligne de négoce a été requise auprès de la SIX Exchange Regulation pour les Actions Alpiq présentées à l'acceptation à partir du 25 juillet 2019. Le négoce sur la seconde ligne de négoce sera vraisemblablement interrompu après l'expiration du Délai Supplémentaire d'Acceptation.

### **4 Paiement du Prix de l'Offre/ Date de l'Exécution**

Le paiement du Prix de l'Offre pour les Actions Alpiq valablement présentées à l'acceptation pendant la Durée de l'Offre et le Délai Supplémentaire d'Acceptation aura vraisemblablement lieu le ou autour du 9 octobre 2019. Demeure réservée une prolongation de la Durée de l'Offre conformément à la Section B5 (*Durée de l'Offre*); dans ce cas l'Exécution sera différée en conséquence.

### **5 Annulation et Décotation**

Comme indiqué à la Section E2 (*Intentions de l'Offrante concernant Alpiq, son conseil d'administration et sa direction*), l'Offrante a l'intention, après l'Exécution, de faire annuler les Actions Alpiq restantes en mains du public conformément à l'art. 137 LIMF ou de fusionner Alpiq avec l'Offrante ou une société suisse directement ou indirectement contrôlée par l'Offrante, les actionnaires restants n'obtenant pas des parts de la société reprenante, mais un dédommagement (en espèces), pour autant que les conditions légales à cet effet soient remplies. En outre, l'Offrante a l'intention d'inciter Alpiq, après l'Exécution de l'Offre, à requérir la décotation des Actions Alpiq auprès de la SIX Exchange Regulation, conformément au règlement de cotation de la SIX Exchange Regulation.

## 6 Frais et impôts

La présentation à l'acceptation légalement valable d'Actions Alpiq déposées sur un compte de dépôt auprès d'une banque en Suisse et la présentation à l'acceptation d'Actions Alpiq par des Conservateurs à Domicile pendant la Durée de l'Offre et le Délai Supplémentaire d'Acceptation sont franches de frais et d'impôts. Le droit de timbre fédéral de négociation sera pris en charge par l'Offrante.

## 7 Conséquences fiscales possibles

*Conséquences fiscales pour les actionnaires présentant leurs actions à l'acceptation et pour les actionnaires ne présentant pas leurs actions en cas de procédure d'annulation des titres de participation restants conformément à l'art. 137 LIMF*

En général, l'acceptation de l'Offre et la vente d'Actions Alpiq engendrent les conséquences fiscales suivantes:

- Les actionnaires d'Alpiq ayant leur domicile fiscal en Suisse et qui détiennent leurs Actions Alpiq dans leur fortune privée réalisent, selon les principes généraux du droit suisse en matière d'impôt sur le revenu, un gain en capital privé franc d'impôts, ou une perte en capital fiscalement non déductible, à moins que l'actionnaire soit à qualifier de commerçant professionnel de titres.
- Les actionnaires d'Alpiq ayant leur domicile fiscal en Suisse et qui détiennent les Actions Alpiq dans leur fortune commerciale ou qui sont qualifiés de commerçants professionnels de titres, réalisent, selon les principes généraux du droit suisse en matière d'impôt sur le revenu respectivement sur le bénéfice, un gain en capital imposable ou une perte en capital fiscalement déductible.
- La vente d'Actions Alpiq dans le cadre de cette Offre ne fait pas l'objet d'un impôt anticipé.

Si l'Offrante et les personnes agissant de concert avec elle détiennent plus de 98% des droits de vote dans Alpiq après l'Exécution et que l'Offrante requiert l'annulation des Actions Alpiq restantes en mains du public contre dédommagement par l'Offrante conformément à l'art. 137 LIMF (voir Section I5 (*Annulation et Décotation*)), les conséquences fiscales pour les actionnaires d'Alpiq n'ayant pas présenté leurs Actions Alpiq à l'acceptation seront en principe identiques aux conséquences fiscales en cas de présentation des Actions Alpiq à l'acceptation.

*Conséquences fiscales pour les actionnaires qui ne présentent pas leurs Actions Alpiq à l'acceptation en cas de fusion avec dédommagement en espèces*

Si l'Offrante et les personnes agissant de concert avec elle détiennent entre 90% et 98% des droits de vote dans Alpiq, l'Offrante a l'intention de fusionner Alpiq avec l'Offrante ou une société suisse directement ou indirectement contrôlée par

l'Offrante, les actionnaires publics d'Alpiq restants n'obtenant qu'un dédommagement en espèces. Les conséquences fiscales suisses d'une telle fusion avec dédommagement en espèces peuvent, en fonction de la structuration de la fusion, être significativement plus négatives qu'une acceptation de l'Offre pour les personnes ayant leur domicile fiscal en Suisse et qui détiennent leurs Actions Alpiq dans leur fortune privée ainsi que pour les investisseurs étrangers.

**Il est expressément recommandé à tous les actionnaires d'Alpiq et aux bénéficiaires économiques d'Actions Alpiq de consulter leur propre conseiller fiscal pour déterminer les conséquences fiscales de la présente Offre, en Suisse et à l'étranger.**

## **J Calendrier indicatif**

10 juillet 2019	Publication du Prospectus d'Offre
11 juillet 2019	Début du Délai de Carence
24 juillet 2019	Fin du Délai de Carence
25 juillet 2019	Début de la Durée de l'Offre Ouverture de la seconde ligne de négoce auprès de la SIX pour les Actions Alpiq présentées à l'acceptation
21 août 2019	Assemblée générale extraordinaire d'Alpiq
26 août 2019	Publication du résultat semestriel 2019 d'Alpiq
9 septembre 2019*	Fin de la Durée de l'Offre, 16h00 HEEC
10 septembre 2019*	Publication de l'avis provisoire du résultat intermédiaire
13 septembre 2019*	Publication de l'avis définitif du résultat intermédiaire
16 septembre 2019*	Début du Délai Supplémentaire d'Acceptation
27 septembre 2019*	Fin du Délai Supplémentaire d'Acceptation, 16h00 HEEC Clôture de la seconde ligne de négoce auprès de la SIX pour les Actions Alpiq présentées à l'acceptation
30 septembre 2019*	Publication de l'avis provisoire du résultat définitif
3 octobre 2019*	Publication de l'avis final du résultat définitif

9 octobre 2019\*

Exécution de l'Offre

\* L'Offrante se réserve le droit de prolonger une ou plusieurs fois la Durée de l'Offre conformément à la Section B5 (*Durée de l'Offre*), ce qui engendrerait un décalage des dates indiquées ci-dessus.

## **K Droit applicable et for**

L'Offre et tous les droits et obligations découlant de ou en relation avec l'Offre sont régis par le droit matériel suisse. Le for exclusif pour tout litige découlant de ou en rapport avec l'Offre est à Zurich 1, Suisse.

## **L Documentation de l'Offre**

Le présent Prospectus d'Offre ainsi que l'ensemble des autres publications de l'Offrante en rapport avec l'Offre seront publiés sur le site internet transactionnel de l'Offrante (<https://www.sustainable-swiss-solution.ch>) et sur le site internet de la Société (<https://www.alpiq.com>) et seront communiqués sous forme électronique aux principaux médias suisses, aux principales agences de presse actives en Suisse, aux médias électroniques qui diffusent des informations boursières (fournisseurs de renseignements) ainsi qu'à la COPA.

Le présent Prospectus d'Offre peut être obtenu sans frais dans sa version allemande et française auprès de Credit Suisse SA (e-mail: [equity.prospectus@credit-suisse.com](mailto:equity.prospectus@credit-suisse.com)).